

NON

à l'initiative détruisant la SSR

Arguments contre et questions-réponses

Arguments contre

Indispensable en temps de crise

«Dans un contexte géopolitique mondial instable, la Suisse est elle aussi davantage exposée à des situations exceptionnelles. Des informations fiables, fournies par des médias publics, sont indispensables pour notre sécurité en temps de crise.»

Pour assurer la sécurité du pays, il est primordial d'avoir accès à des informations fiables. Dans un contexte géopolitique mondial instable, la Suisse est elle aussi davantage exposée à des situations exceptionnelles. Des informations fiables, fournies par des médias publics, constituent donc un élément essentiel de notre infrastructure critique, particulièrement en période de crise. Affaiblir la radio et la télévision suisses serait une erreur.

Indépendance vis-à-vis de la logique du marché

«La redevance est importante, car elle permet à la SSR d'informer sans être influencée par des actionnaires privés et sans avoir à se soucier du nombre de clics qu'elle génère. La SSR peut ainsi assurer une couverture médiatique indépendante.»

Dans une démocratie directe comme la Suisse, un groupe de presse indépendant, à but non lucratif, est indispensable pour la formation de l'opinion politique. La SSR informe selon des directives journalistiques claires, sans tenir compte des intérêts politiques et économiques. Alors que les prestataires commerciaux n'ont souvent pas d'autre choix que de publier des contenus clivants et chargés en émotions pour générer un maximum de clics et de portée, la SSR peut, quant à elle, miser sur la diversité et la qualité de ses contenus.

La qualité de premier ordre des offres de la SSR est également attestée par la science, dans les «Annales Qualité des médias». C'est notamment pour cette raison que les programmes de la SSR jouissent d'un capital de confiance solide dans toutes les régions linguistiques du pays. En Suisse, 83 % des habitantes et habitants (âgés de 15 ans et plus) utilisent chaque semaine une offre de la SSR. Quelque 3,4 millions de personnes écoutent une émission radio de la SSR par jour, et ce chiffre atteint 3,5 millions pour les chaînes de télévision du groupe.

Désavantage pour les régions périphériques

«Les régions périphériques et les petites communautés linguistiques seraient particulièrement lésées par l'initiative. La SSR est la seule à garantir l'offre médiatique de base pour toutes les zones et régions du pays.»

Dans toutes les régions linguistiques, la SSR produit une offre de qualité comprenant des programmes d'information, de culture, de sport et de divertissement en allemand, français, italien et romanche. Une réduction de 50 % du budget marquerait la fin de cette offre indépendante dans les quatre régions linguistiques du pays. Le marché suisse étant trop petit et trop fragmenté, cette lacune ne pourrait pas être comblée par des groupes médiatiques privés, par manque de fonds et d'infrastructures adéquates.

Les conséquences pèseraient particulièrement lourd pour la Suisse romande, italienne et romanche:

Concrètement, la RTS ne pourrait plus conserver à la fois ses studios de Lausanne et Genève ainsi que ses bureaux régionaux pour rendre compte de l'actualité dans les cantons de Suisse occidentale, par exemple. La RSI, dont les programmes promeuvent la langue et la culture italiennes dans toute la Suisse, devrait diminuer son offre, et les conséquences seraient désastreuses, tant pour l'économie locale que pour la formation professionnelle, le milieu de la culture et son développement, l'industrie de l'audiovisuel et la préservation de la mémoire culturelle. Et enfin, la RTR devrait fermer ses bureaux dans les vallées de la Romanche et procéder à des coupes massives sur son site de Coire. La langue romanche perdrait alors en visibilité et en pertinence. Il n'y aurait presque plus aucune émission en romanche destinée à un jeune public et le lien avec la langue disparaîtrait, ce qui nous ferait perdre une part de tradition et d'histoire romanches.

Plus d'exposition aux fausses nouvelles

«Sans une SSR forte, nous sommes davantage exposés aux fausses nouvelles et à la désinformation. Une couverture médiatique de qualité est indispensable pour notre démocratie.»

À l'ère du numérique, les menaces liées à la désinformation et la désinformation ne cessent de croître. Avec l'évolution fulgurante de l'intelligence artificielle en particulier, il n'a jamais été aussi simple de falsifier des contenus et d'influencer la formation de l'opinion politique. C'est notamment pour cette raison que le rapport sur les risques 2025 du FEM identifie la désinformation et la désinformation comme les plus grands risques sociaux à l'échelle mondiale. La SSR est notre bouclier dans la bataille contre l'invasion des fausses nouvelles. Elle garantit la vérification des faits et dispose d'un réseau de correspondantes et correspondants pouvant confirmer les informations directement sur place. L'avenir de notre démocratie dépend fortement de la solidité et de la qualité de nos médias publics.

Moins de visibilité pour la culture

«La SSR est essentielle pour la culture suisse. Elle produit et promeut des films et de la musique suisses et offre une plateforme indispensable à la scène culturelle du pays. Un affaiblissement de la SSR ferait perdre de la visibilité à l'art et la culture suisses.»

Sans la SSR, notre culture ne bénéficierait pas d'un soutien et d'une visibilité aussi larges qu'aujourd'hui. La SSR offre actuellement à la scène culturelle une plateforme qui dépasse toutes les frontières linguistiques. Elle joue un rôle de diffusion pour des œuvres culturelles issues de tous les secteurs et de toutes les régions du pays. Sans cette collaboration, notamment dans les domaines du cinéma, de la musique et de la littérature, de nombreux projets auraient grand-peine à voir le jour. Nous perdrons une part majeure des supports visuels et sonores qui font notre mémoire culturelle.

La SSR s'acquitte de son mandat culturel en proposant une offre variée à la télévision, à la radio et en ligne, dont l'excellente qualité est même attestée par la science («Annales Qualité des médias»). Il n'existe pas d'autre offre comparable en Suisse.

Perte de diversité des médias

«Les revenus publicitaires et le nombre d'abonnements sont en chute libre dans le secteur des médias privés. De nombreux journaux disparaissent ou sont regroupés en rédactions centrales. Affaiblir la SSR, ce serait appauvrir encore davantage le paysage médiatique et la diversité des médias en Suisse.»

Toutes les ressources qui manqueraient à la SSR manqueraient aussi à la place médiatique suisse. En d'autres termes, l'initiative veut retirer 800 millions de francs au système médiatique suisse, sans nécessité. Or, ces ressources sont plus importantes que jamais face à la dégradation progressive de la diversité médiatique dans les régions. Affaiblir la SSR, c'est affaiblir l'intégralité de la place médiatique suisse. Cette initiative profiterait plutôt aux chaînes de télévision et de radio étrangères ainsi qu'aux plateformes étrangères, principalement américaines.

C'est pourquoi l'association des éditeurs SCHWEIZER MEDIEN (VSM), qui est l'association professionnelle des entreprises médiatiques privées suisses, rejette elle aussi l'initiative SSR. En mai 2025, la SSR et la VSM ont conclu un accord définissant des mesures communes pour renforcer la place médiatique. C'est la première fois que des médias publics et privés suisses s'engagent dans une telle collaboration dans le but de protéger la diversité médiatique du pays.

Réduction de l'offre de la SSR

«L'initiative contraindrat la SSR à réduire massivement son offre. Dès lors, de nombreux programmes plébiscités tels que la série *Tschugger*, des émissions de fond importantes comme *Docu réactions* ou encore de grandes émissions sportives en direct ne pourraient plus être produits.»

Les conditions financières imposées par l'initiative forceraient la SSR à restreindre massivement son offre dans tous les domaines:

D'une part, il faudrait réduire l'offre informative. La population aurait accès à moins d'informations indépendantes, factuelles et diversifiées provenant de Suisse, qui sont indispensables à la formation de l'opinion publique dans notre démocratie directe.

D'autre part, la SSR devrait diffuser davantage de séries achetées que de programmes qu'elle produit elle-même, car ces derniers sont nettement plus coûteux. Des séries comme *Neumatt*, *Tschugger*, *Maloney*, *L'ultim Rumantsch* ou *Winter Palace* ne pourraient plus être financées telles qu'on les connaît aujourd'hui.

Par ailleurs, il serait impossible de maintenir la qualité et la portée actuelles du journalisme sportif. Les disciplines marginales ne seraient d'ailleurs pas les seules touchées: les sports de masse comme le football perdraient eux aussi en visibilité à cause des droits de diffusion coûteux. Dans le même temps, il est clair que les groupes commerciaux ne combleraient pas cette lacune: en effet, étant donné la complexité des productions, la couverture télévisuelle des événements sportifs ne génère que très peu d'argent en Suisse. Par conséquent, un grand nombre de disciplines et d'événements sportifs ne seraient plus diffusés ou passerait sur des chaînes payantes.

Ensuite, la SSR ne serait plus en mesure de prolonger le «Pacte de l'audiovisuel», par lequel elle soutient des films, des séries et des synchronisations suisses. Les offres d'accessibilités telles que les sous-titres, les audiodescriptions et les traductions en langue des signes se verrait elles aussi limitées.

Enfin, il ne serait plus possible de donner la même priorité aux programmes provenant de Suisse. Aujourd'hui, la SSR veille à ce qu'au moins 80 % des sociétés de production avec lesquelles elle travaille soient suisses. Si l'initiative était acceptée, elle ne pourrait plus se le permettre pour des raisons financières: en effet, les productions suisses sont généralement plus chères.

Affaiblissement de la démocratie

«L'initiative SSR affaiblit notre démocratie directe. Les Suisse et les Suisses doivent voter sur des projets complexes et ont besoin à cet effet d'une couverture médiatique complète et indépendante assurée par la SSR.»

Dans une démocratie directe comme la Suisse en particulier, un groupe de presse indépendant, public et à but non lucratif est essentiel pour la formation de l'opinion politique. La SSR soutient la libre formation de l'opinion en proposant un journalisme de qualité. Elle jette ainsi les bases pour des décisions fondées sur des faits et agit contre la polarisation de la société. La grande valeur accordée à l'information dans l'offre de la SSR est régulièrement contrôlée et attestée par des organismes scientifiques. Des études internationales le prouvent également: les médias publics renforcent la confiance de la population envers la démocratie et protègent cette dernière contre les tendances autoritaires.

Influence accrue des réseaux sociaux

«La limitation des offres numériques de la SSR renforcerait l'influence des plateformes étrangères de réseaux sociaux. Celles-ci détermineraient de plus en plus les thèmes débattus en Suisse et la manière dont ils sont abordés.»

L'initiative met aussi en péril les offres d'informations numériques de la SSR, c'est-à-dire précisément les canaux où de plus en plus de personnes, en particulier les jeunes, s'informent sur l'actualité. Évincer de ces canaux un journalisme indépendant, à la ligne éditoriale responsable, crée un vide. Celui-ci sera rapidement comblé par des plateformes de réseaux sociaux telles que TikTok, YouTube, Instagram ou X, qui l'inonderont de contenus contrôlés par des algorithmes étrangers.

Ces plateformes favorisent des contenus polarisants, sans donner la priorité aux informations équilibrées, basées sur des recherches minutieuses. Si la SSR n'est plus là pour faire contrepoids, la Suisse s'expose à une influence croissante des groupes internationaux et des acteurs anonymes dans la détermination des thèmes abordés dans le pays, et dans la manière dont ils sont traités. En bref, retirer ses ressources numériques à la SSR équivaudrait à confier le débat public à des entités qui n'ont pas de mandat démocratique, mais qui poursuivent des intérêts commerciaux, voire politiques.

Moins de visibilité pour le sport

«La SSR est essentielle pour le sport suisse. Elle ne diffuse pas seulement de grands événements sportifs, mais offre aussi aux disciplines marginales une plateforme indispensable. Un affaiblissement de la SSR priverait les associations sportives de jeunes talents et leur ferait perdre des sponsors.»

La SSR va bien au-delà de la simple diffusion de grands événements sportifs tels que les Jeux olympiques, le Championnat d'Europe de football ou les courses à ski. Elle joue aussi un rôle de plateforme centrale pour les disciplines marginales et offre une visibilité aux athlètes négligés par les médias privés, que ce soit dans l'unihockey, la lutte ou encore le

biathlon. Cette visibilité est importante sur le plan symbolique, mais souvent, elle constitue aussi la base du sponsoring, de l'attachement au club et de l'intérêt des jeunes. Un budget réduit ne permettrait plus de maintenir la qualité et la portée actuelles. Mais les disciplines marginales ne seraient pas les seules touchées: les sports de masse comme le football perdraient eux aussi en visibilité à cause des droits de diffusion coûteux.

Dans le même temps, il est clair que les groupes commerciaux ne combleraient pas cette lacune: en effet, étant donné la complexité des productions, la couverture télévisuelle des événements sportifs ne génère que très peu d'argent en Suisse. En moyenne, la publicité et le sponsoring ne couvrent que 10 à 20 % des frais de la SSR pour les droits et la production des programmes. Seuls deux fournisseurs privés (Swisscom et Sunrise) disposent des ressources humaines et des infrastructures nécessaires pour produire des programmes sportifs comparables. Par conséquent, un grand nombre de disciplines et d'événements sportifs ne seraient plus diffusés ou passeraient sur des chaînes payantes, ce qui ferait nettement augmenter les coûts pour les téléspectatrices et les téléspectateurs. Par rapport à d'autres pays, comme l'Allemagne, l'offre sportive gratuite telle qu'elle existe à ce jour en Suisse est unique.

Mise en péril de la cohésion

«L'initiative met la cohésion nationale en péril. La SSR est source d'unité sur la scène publique. Sans une SSR forte, le paysage médiatique suisse se fragmenterait.»

La SSR relie les régions: elle propose une offre variée dans les quatre langues du pays et produit des contenus nationaux communs au-delà des frontières linguistiques. La SSR contribue à la compréhension mutuelle: en moyenne, 25 % de tous les reportages traitent d'une autre région linguistique. La plateforme de streaming Play Suisse permet de regarder des films, séries et documentaires de la SSR, provenant de toutes les régions linguistiques avec des sous-titres. La SSR rassemble les gens: elle met en lumière différentes opinions et reflète la diversité des réalités vécues en Suisse.

Questions-réponses

Questions sur l'initiative SSR

Qu'impliquerait l'acceptation de l'initiative pour la SSR?

L'initiative imposerait des coupes budgétaires drastiques à la SSR. De nombreux programmes ne pourraient plus être produits et la population verrait son accès à des informations indépendantes fortement restreint. La scène culturelle, sportive et journalistique suisse serait touchée dans toutes les régions.

Pourquoi la SSR ne fait-elle pas tout simplement plus d'économies?

La SSR réalise déjà des économies massives. Elle a engagé un processus de transformation complet pour améliorer son efficacité et économiser environ 270 millions de francs d'ici 2029. La réduction de moitié du budget dépasserait toutefois largement ces économies et entraînerait la suppression de programmes appréciés tels que «Tschugger», «Docu réactions» ou encore des émissions sportives en direct.

La Suisse est-elle le pays d'Europe qui dépense le plus pour ses médias?

Non. La SSR produit des contenus en quatre langues pour quatre régions culturelles, ce qui représente environ 40 % des coûts. Une offre en une seule langue coûterait environ 200 francs et se situerait ainsi approximativement dans la moyenne européenne.

Pourquoi parle-t-on de réduction de moitié avec une redevance à 200 francs?

En plus de la réduction de la redevance pour les ménages, la redevance des entreprises serait supprimée et les revenus publicitaires connaîtraient une forte baisse. Au total, la SSR n'aurait donc plus accès qu'à environ la moitié de son budget actuel.

La SSR ne doit-elle pas enfin améliorer son efficacité et se rationaliser?

La SSR travaille déjà à devenir plus efficace et numérique. Toutefois, diviser son budget par deux n'entraînerait pas seulement des économies: son offre serait aussi massivement réduite et de nombreux programmes appréciés seraient mis en péril.

Qui utilise encore l'offre de la SSR de nos jours?

83 % de la population utilisent au moins une fois par semaine une offre de la SSR: à la télévision, à la radio, sur les sites Internet, via des applications ou des plateformes de réseaux sociaux. La SSR touche aussi le jeune public: 73 % des 15-34 ans qui s'intéressent à la politique déclarent utiliser régulièrement les offres de la SSR.

La SSR pourrait-elle continuer à informer dans toutes les régions linguistiques?

Non. Avec un budget réduit de moitié, la SSR devrait fermer bon nombre de ses sites principaux et studios régionaux. La couverture médiatique régionale serait ainsi considérablement réduite, notamment en Suisse romande, dans le Tessin et en Suisse rhéto-romane.

Quelles seraient les conséquences de l'initiative pour les régions périphériques?

Les régions périphériques perdraient beaucoup en visibilité. L'initiative limiterait les informations locales, les offres culturelles et sportives ainsi que la présence des langues nationales. La SSR devrait fermer des studios régionaux et centraliser la production de ses contenus.

Quelles émissions disparaîtraient si l'initiative était acceptée?

De nombreuses productions nationales seraient touchées: des séries, films et projets musicaux suisses, des retransmissions sportives, des œuvres culturelles et des émissions d'informations régionales.

Y aurait-il encore de grandes retransmissions sportives?

De nombreux sports ne pourraient plus être présentés, en particulier ceux qui génèrent peu de recettes publicitaires.

Qu'en serait-il des séries, des films et de la musique suisses?

Les productions nationales connaîtraient un fort recul. Un grand nombre de séries, films et projets musicaux suisses ne pourraient plus être produits. Le marché serait dominé par des contenus internationaux.

Quel rôle joue la SSR dans la lutte contre la mésinformation et la désinformation?

La SSR fournit des informations vérifiées et objectives provenant de toutes les régions. Elle est indépendante de la sphère politique et économique et protège la population contre la désinformation. En ces temps incertains, où les fausses informations sont utilisées comme une arme, elle remplit une mission de sécurité politique.

Les médias publics sont-ils importants pour notre sécurité?

Oui. En cas de crise ou lors d'événements nationaux, ils fournissent des informations fiables et contribuent à la stabilité de la société. La SSR fait partie d'une infrastructure critique et offre à la population un accès complet aux informations.

La SSR est-elle indépendante des clics et des actionnaires?

Oui. La SSR est une organisation indépendante, à but non lucratif. Elle n'aligne pas ses contenus sur le nombre de clics ou les recettes publicitaires et n'est soumise ni à des propriétaires, ni à des intérêts politiques. Elle appartient à l'ensemble de la population, à savoir chacune et chacun d'entre nous, et travaille pour l'intérêt public.

La SSR devrait-elle se limiter à sa mission principale, celle d'informer?

Il n'y a pas de mission principale. Conformément à la Constitution et à la concession, la SSR a pour mission de fournir de l'information, de la culture, du divertissement, du sport et de l'éducation. C'est le seul moyen pour elle de s'adresser à un large public. Un modèle purement informatif ou culturel aurait une audience réduite.

La SSR est-elle trop orientée à gauche dans sa manière d'informer?

Non. La SSR est tenue de fournir des informations objectives et équilibrées. Des études attestent du fait qu'elle reste neutre lors des votations et des scrutins, et qu'elle représente toute la diversité des opinions.

L'initiative mettrait-fin à la double charge pour les entreprises?

L'initiative n'entraînerait qu'une réduction mineure de la redevance pour les entreprises. Plus de 75 % d'entre elles en sont déjà exemptées aujourd'hui, et ce chiffre atteindra environ 80 % à partir de 2027. L'avantage pour les entreprises serait donc limité, tandis que l'offre pour la population se réduirait considérablement.

L'initiative soulagerait-elle les personnes célibataires et la jeune population?

La redevance serait divisée par deux pour tous les ménages, indépendamment de leurs revenus ou de leur taille. Les jeunes utilisent de nombreuses offres en ligne que l'initiative ne permettrait plus de proposer. Le soulagement apparent se ferait donc au détriment de l'offre dont ils bénéficient.

La campagne aborde également le thème de la sécurité. Mais vous dressez un portrait complètement exagéré de la situation.

Des médias résistants font partie intégrante de la capacité d'une nation à se défendre. La désinformation et la mésinformation figurent parmi les principaux risques immédiats à l'échelle mondiale (rapport sur les risques du FEM 2025). Il est dans l'intérêt de la Suisse de protéger ses citoyennes et citoyens contre ce type de pratiques.

Dans son rapport sur les activités d'influence et la désinformation, publié en juin 2024, le Conseil fédéral constate lui-même que la Suisse est de plus en plus visée par de tels procédés, conçus directement pour elle et menées par le biais de la désinformation. Dans ce domaine, la Russie et la Chine figurent au premier rang sur le banc des accusés.

Le Conseil fédéral considère même que nous sommes intrinsèquement vulnérables face à ces actions, en raison de notre démocratie directe et de notre structure fédérale. Toujours selon le Conseil fédéral, si la Suisse possède une si bonne résilience structurelle par rapport à d'autres pays, c'est notamment grâce à son paysage médiatique diversifié et de qualité ainsi qu'à l'interaction entre les médias publics et privés.